

Ville de Montréal
Commission sur l'eau
Audience publiques du 17 novembre 2011

Notes de présentation de Richard Bergeron
Chef de la seconde opposition

La position de Projet Montréal

La position de Projet Montréal tient en quatre points :

- Projet Montréal s'oppose à ce que la stratégie eau soit à brève échéance portée au niveau d'investissement proposé. Nous estimons que d'ici à la fin des travaux de la Commission Charbonneau, il serait sage d'en rester au niveau d'investissement des dernières années, par conséquent à un plafond de 200 M\$ de la taxe d'eau.
- Projet Montréal s'oppose à ce que la stratégie eau soit invoquée pour justifier, dans le cadre du budget 2012, toute hausse des taxes dont le total excéderait 2,5 %, ou 75 M\$. Cette limite doit inclure la taxe foncière générale, la taxe d'eau, la taxe de voirie, la taxe de stationnement au centre-ville et la taxe d'immatriculation.
- Projet Montréal s'oppose à ce que les investissements dans l'eau à Montréal ne soient accrus tant que la Ville de Montréal n'offrira pas de garanties solides qu'elle dispose des effectifs professionnels l'assurant de la pleine maîtrise d'œuvre et du plein contrôle de sa stratégie eau.
- Projet Montréal s'oppose à ce que les nouveau volet compteurs d'eau soit financé par des fonds publics. Les 16 200 ICI en cause devraient assumer chacun la totalité des coûts d'installation d'un compteur d'eau dans leur établissement.

Respecter la capacité de payer des Montréalais

Le président du comité exécutif de la Ville, Michael Applebaum, a annoncé le 25 octobre dernier que le prochain budget 2012 comporterait vraisemblablement une hausse des taxes foncières d'au moins 2,5 %, en plus d'une majoration de la taxe d'eau représentant 1,2 % de plus.

Hausses de taxes de l'administration Tremblay en 2010, 2011 et 2012

	2010	2011	2012	2010-12
Taxe foncière et enlèvements	227,4 5,6%	66,4 2,5%	75,0 2,5%	368,8 10,6%
Taxe d'eau		29,5 1,2%	36,0 1,2%	65,5 2,4%
Taxe de voirie*		17,3 0,7%	15,0 0,5%	32,3 1,2%
Taxe de stationnement	20,0 0,5%			20,0 0,5%
Taxe d'immatriculation		19,0 0,7%	19,0 0,6%	38,0 1,3%
Total	247,4 6,1%	132,2 5,1%	145,0 4,8%	524,6 16,0%

* Pour 2012, incertain, non encore annoncé

Absence d'analyse économique de la stratégie eau de la Ville

Les seuls chiffres à avoir été avancés relativement aux bénéfices financiers attendus de la stratégie eau de la Ville sont :

- A) En 2001, le **Groupe de travail sur les infrastructures urbaines** avançait que des économies annuelles de **10 M\$** résulteraient d'un abaissement de la consommation d'eau à Montréal au même niveau que Toronto, soit une réduction de 1 140 litres par jour et par habitant (l/j-h) à 500 l/j-h (pages 17 et 24 du rapport). Il s'agirait d'une réduction de 60 % de la production d'eau à Montréal !

Au taux d'actualisation de 5 % et sur un horizon de 25 ans, la VAN de ces **10 M\$** d'économies graduellement réalisées sur 10 années, est de **108 M\$**.

- B) Le 21 avril 2009, la présentation faite au conseil municipal faisait état d'économies de **4,8 M\$** pour une réduction de 20 % de la production d'eau potable. À cette somme s'ajouteraient les économies réalisées quant aux sommes moindres à investir pour réparer les fuites du réseau, lesquelles s'élèveraient à un montant potentiel de **15 M\$** annuellement, donc pour un grand total de **19,8 M\$**.

Au taux d'actualisation de 5 % et sur un horizon de 25 ans, la VAN de ces **19,8 M\$** d'économies graduellement réalisées sur 10 années, est de **215 M\$**.

Dans son rapport sur les compteurs d'eau, présenté au conseil municipal le 21 septembre 2009, le vérificateur général de la Ville écrivait : « Pouvons-nous économiquement justifier des dépenses de plus de 600 M\$ sur 25 ans (...) pour réaliser des économies de 19,8 M\$ annuellement ? ».

Un questionnement qui était pertinent pour un investissement de 600 M\$ sur 25 ans l'est d'autant plus pour un investissement de 8,5 G\$ sur 10 ans.

Le récent rapport du Comité de suivi ne comporte aucun élément d'analyse économique de la stratégie proposée. Mieux, il n'avance aucun chiffre quant aux économies qui en résulteraient au niveau de la production et de la distribution de l'eau à Montréal.

L'eau de Montréal est de loin la moins chère au Québec

À Montréal, la production et la distribution d'eau potable, ainsi que le traitement des eaux usées, totalisent 32 ¢ le mètre cube. C'est deux fois moins que chez les dix villes les plus peuplées du Québec, quatre fois moins que l'ensemble du monde municipal québécois.

Gestion de l'eau : performance de Montréal par rapport aux autres villes québécoises, 2009

	Eau potable		Eaux usées	Total
	Production/m3	Distribution/m3	Traitement/m3	/m3
Montréal	0,08 \$	0,13 \$	0,11 \$	0,32 \$
Les 10 villes de 100 000 habitants et plus	0,16 \$	0,28 \$	0,17 \$	0,61 \$
Les 171 villes de 5 000 habitants et plus	0,29 \$	0,25 \$	0,22 \$	0,76 \$
L'ensemble des 897 municipalités québécoises	0,37 \$	0,42 \$	0,33 \$	1,12 \$

Source : MAMROT. Dans tous les cas, valeurs médianes de l'échantillon.

Ces chiffres suggèrent que s'il existe un problème relativement à l'eau potable et au traitement des eaux usées au Québec, ce n'est assurément pas à Montréal qu'il est le plus grave.

Quant au nombre de bris par 100 kilomètres de conduites, un indicateur constamment utilisé par l'administration, il est à peine supérieur à Montréal qu'à Toronto, soit 29 bris contre 26.

En 2004, le président du comité exécutif de la Ville se désolait du peu d'investissement dans l'eau à Montréal : « À ce jour, Montréal dépensait peu pour l'eau comparativement à d'autres villes. » On investissait seulement 39 cents par mètre cube, explique **Frank Zampino**. En comparaison, Ottawa, Calgary et Edmonton injectent respectivement 1,27 \$, 1,32 \$ et 1,41 \$ » (La Presse du 6 août 2004). Comment peut-on se désoler d'avoir l'eau la moins chère au Québec, voire au Canada ? À nos yeux, il s'agit de l'un des plus précieux avantages comparatifs dont dispose Montréal.

Avec 1,1 G\$, l'objectif de réduction de 20 % a presque déjà été atteint

Le rapport du Comité de suivi souligne que « De 2002 à 2010, malgré des investissements de 1,1 G\$ pour l'ensemble du service de l'eau, le déficit d'entretien... » (septembre 2011, p. 39). Ces 1,1 G\$ d'investissement ont pratiquement permis d'atteindre l'objectif de réduction de la production d'eau de la Politique nationale de l'eau.

Évolution 2001-2010 de la production d'eau à Montréal

	Population	M, tres cubes d'eau potable produit par ann`e	Litres d'eau potable produits par jour	Nombre de litres d'Öeau produits, par personne et par jour
2001	1 850 493	769 990 137	2 109 562 020	1140
2010	1 934 082	659 455 038	1 806 726 133	934
2001-2010	83 589 4,50%	-110 535 099 -14,40%	-302 835 887 -18,10%	-206

Notons que si les investissements dans le réseau primaire d'aqueduc ont certes joué un rôle important dans cette performance, celle-ci est également imputable à une conscientisation accrue des citoyens pour l'économie d'eau potable ainsi, malheureusement, qu'à la poursuite de la désindustrialisation de Montréal.

Argument 10

... ce qui permettrait de payer pour l'eau !

En termes économiques, la rétention à Montréal des familles de la classe moyenne se traduirait par un accroissement des investissements privés de l'ordre de 3 G\$ sur le territoire de Montréal, annuellement.

Par ailleurs, les nouveaux revenus qui en résulteraient pour la Ville seraient de l'ordre de 60 M\$ par an. Notons qu'il s'agirait de revenus cumulatifs : 60 M\$ l'an 1, 120 M\$ l'an 2, 180 M\$ l'an 3, 240 M\$ l'an 4, et ainsi de suite.

Concluons, pour boucler la boucle, que cette croissance de l'assiette fiscale permettrait, pour peu que les professionnels de la Ville d'aient jugé opportun, de financer les investissements accrus dans l'eau, sans hausses de taxes.